

## Avis officiels

## Commissie voor het Bank- en Financiewezen

Liste des banques, p. 1027. — Liste des caisses d'épargne privées, p. 1028. — Liste des sociétés de gestion de fortune et de conseil en placements, p. 1028.

## Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 1028. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 30 décembre 1992, nos L 385 et L 386; et du 31 décembre 1992, nos L 387, L 388, L 389, L 390 et L 391, p. 1029.

## Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Publications prescrites par l'article 770 du Code civil. Successions en déshérence, p. 1034.

## Officiële berichten

## Commission bancaire et financière

Lijst der banken, bl. 1027. — Lijst der privé-spaarkassen, bl. 1028. — Lijst van de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, bl. 1028.

## Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 1028. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 30 december 1992, nrs. L 385 en L 386; en van 31 december 1992, nrs. L 387, L 388, L 389, L 390 en L 391, bl. 1029.

## Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschappen, bl. 1034.

## LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 95

18 DÉCEMBRE 1992. — Arrêté ministériel fixant les conditions d'agrément des organismes et laboratoires visés par l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 3 décembre 1969, et l'article 2, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 29 juin 1990 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les appareils à gaz (90/396/CEE);

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz, notamment les articles 8 et 10;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que pour ne pas compromettre la sécurité des personnes, des biens et des animaux domestiques, il convient de prendre sans retard les dispositions réglementaires permettant d'agréer les organismes et laboratoires auxquels seront confiés la certification, les essais et le contrôle des appareils à gaz,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Organismes : les organismes chargés de mettre en œuvre les procédures visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz;

2<sup>o</sup> Laboratoires : les laboratoires mentionnés à l'article 10 de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 précité;

3<sup>o</sup> Commission : la commission consultative sur la sécurité des appareils à gaz, instituée par l'article 12 de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 précité;

4<sup>o</sup> Ministre : le Ministre des Affaires économiques.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 95

18 DECEMBER 1992. — Ministerieel besluit tot bepaling van de erkenning van de organismen en laboratoria, bedoeld in het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 11 juli 1961 betreffende de onontbeerlijke veiligheidswarborgen welke de machines, het materiaal, de werktuigen, de toestellen en de recipiënten moeten bieden, meer bepaald op artikel 1, gewijzigd door de wet van 3 december 1969, en artikel 2, gewijzigd door de wet van 22 december 1989;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 29 juni 1990 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake gastoestellen (90/396/EEG);

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen, meer bepaald de artikelen 8 en 10;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, om de veiligheid van personen, huisdieren of goederen niet in gevaar te brengen, nodig is om zonder verwijl de réglementaire bepalingen te treffen die het toelaten de organismen en laboratoria te erkennen waaraan de certificatie, de proeven en de controle van de gastoestellen zullen toevertrouwd worden,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

1<sup>o</sup> Organismen : de organismen belast met het inwerkingsstellen van de procedures bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen;

2<sup>o</sup> Laboratoria : de laboratoria vermeld in artikel 10 van het voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1992;

3<sup>o</sup> Commissie : de commissie van advies inzake de veiligheid van gastoestellen, ingesteld door artikel 12 van het voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1992;

4<sup>o</sup> de Minister : de Minister van Economische Zaken.

**Art. 2.** Ne peuvent être agréés pour l'application de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 précité que les organismes et laboratoires qui répondent aux conditions fixées par le présent arrêté.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'agrément est adressée au Ministre, sous pli recommandé à la poste. Elle est accompagnée des pièces destinées à établir que les critères définis dans les normes visées à l'article 5 du présent arrêté sont respectées.

**§ 2.** La demande d'agrément est examinée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 précité. Les fonctionnaires et agents peuvent se faire assister par des experts lorsqu'ils procèdent à l'audit et à l'évaluation des organismes ou laboratoires sollicitant un agrément.

Les frais résultant des prestations des experts et se rapportant à l'examen de la demande incombent à l'organisme ou au laboratoire demandeur.

**§ 3.** Au terme de l'évaluation exécutée conformément au § 2, la demande d'agrément, accompagnée d'une proposition d'octroi ou de refus, est soumise pour avis à la commission.

**§ 4.** Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission, les fonctionnaires et agents soumettent la proposition d'agrément au Ministre qui prend une décision.

Lorsque la commission rend un avis négatif sur la demande d'agrément, cet avis est communiqué, avec indication des motifs, à l'organisme ou au laboratoire concerné, par lettre recommandée à la poste.

**Art. 4.** L'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans.

La demande de renouvellement de l'agrément est introduite au plus tard six mois avant l'expiration de la durée de l'agrément, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 5.** Les organismes et laboratoires doivent répondre, dans le domaine pour lequel l'agrément est demandé, aux critères définis dans les normes de la série NBN-EN 45000, qui leur sont applicables. A défaut de ces normes, ils doivent se conformer aux critères pertinents d'application, qui sont déterminés par la commission.

**Art. 6.** Les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 précité peuvent entrer librement dans les locaux des organismes et laboratoires agréés. Ils peuvent réclamer et vérifier tous les documents et données utiles attestant du respect des conditions d'agrément fixées par le présent arrêté. Si nécessaire, ils se font confier les documents ou une copie des documents permettant le contrôle.

Lorsqu'un ou plusieurs critères visés à l'article 5 du présent arrêté ne sont plus respectés, ils fixent un délai, permettant à l'organisme ou au laboratoire agréé de s'y conformer. Ce délai ne peut excéder trente jours.

Tous litiges ou toutes difficultés d'ordre technique pouvant résulter de l'application du présent arrêté sont soumis à l'avis de la commission.

**Art. 7.** Le Ministre peut retirer, par décision motivée, l'agrément accordé à un organisme ou laboratoire, après avoir pris l'avis y relatif émis par la commission :

1<sup>o</sup> si, à l'issue du délai fixé par le fonctionnaire compétent pour se conformer aux critères visés à l'article 5 du présent arrêté, il ne satisfait toujours pas à ces critères;

2<sup>o</sup> si, en qualité d'organisme ou laboratoire agréé, il exerce des activités dans un domaine pour lequel l'agrément n'est pas accordé.

Le retrait de l'agrément est notifié par le Ministre à l'organisme ou au laboratoire agréé, par lettre recommandée à la poste.

**Art. 8.** Tous recours dans le cas où l'agrément d'un organisme ou laboratoire est refusé ou retiré doit être motivé et introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre, dans les trente jours à compter de la réception de la décision de refus ou de retrait.

En possession des résultats de réexamen auquel il est procédé, conformément à l'article 3, §§ 2 et 3, le Ministre statue, après avoir pris l'avis émis par la commission, sur le recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 1992.

M. WATHELET

**Art. 2.** Alleen de organismen en laboratoria die beantwoorden aan de voorwaarden, gesteld door dit besluit, kunnen erkend worden voor de toepassing van het voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1992.

**Art. 3. § 1.** De erkenningsaanvraag dient gericht te worden aan de Minister, bij ter post aangetekend schrijven. Zij moet vergezeld zijn van de stukken, bestemd om vast te stellen dat de, in de normen vastgelegde, criteria, bedoeld in artikel 5 van dit besluit, gerespecteerd worden.

**§ 2.** De erkenningsaanvraag wordt onderzocht door de ambtenaren en beambten, bedoeld in artikel 15 van het voornoemd koninklijk besluit van 3 juli 1992. De ambtenaren en beambten kunnen zich laten bijstaan door experts indien zij overgaan tot een audit en evaluatie van de organismen en laboratoria, die een erkenning hebben aangevraagd.

De kosten, die voortvloeien uit de prestaties van de experts en die betrekking hebben op het onderzoek van de aanvraag, zijn ten laste van het organisme of laboratorium dat de aanvraag heeft ingediend.

**§ 3.** Na de evaluatie, uitgevoerd overeenkomstig § 2, wordt de erkenningsaanvraag, vergezeld van een voorstel tot toekenning of weigering, voor advies voorgelegd aan de commissie.

**§ 4.** Na ontvangst van het gunstig advies van de commissie, leggen de ambtenaren en beambten het voorstel van erkenning voor aan de Minister, die een beslissing treft.

Indien de commissie een negatief advies verleent over de erkenningsaanvraag wordt dit advies, met aanduiding van de redenen, meegedeeld aan het betrokken organisme of laboratorium, bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 4.** De erkenning wordt toegekend voor een maximale duur van vijf jaar.

De aanvraag tot vernieuwing van de erkenning wordt ten laatste zes maanden vóór het verval van de duur van de erkenning ingediend, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van dit besluit.

**Art. 5.** De organismen en laboratoria dienen te beantwoorden, in het gebied waarvoor de erkenning werd aangevraagd, aan de criteria, gedefinieerd in de normen van de serie NBN-EN 45000, die voor hen van toepassing zijn. Indien deze normen niet bestaan, dienen zij zich te richten naar de relevante toepassingscriteria, die bepaald zijn door de commissie.

**Art. 6.** De ambtenaren en beambten, bedoeld in artikel 15 van het voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1992 hebben vrije toegang tot de lokalen van de erkende organismen en laboratoria. Zij kunnen alle documenten en nuttige gegevens, nodig voor de vaststelling van het naleven van de erkenningsvoorwaarden vastgelegd bij dit besluit, opeisen en nakijken. Indien nodig, laten zij zich de documenten of een kopie van de documenten geworden, die een controle toelaten.

Indien één of meerdere criteria, bedoeld in artikel 5 van dit besluit niet meer nageleefd worden, leggen zij een termijn vast die het erkende organisme of laboratorium toelaat om zich hiernaar te schikken. Dit uitstel kan maximaal dertig dagen duren.

Elk geschil of alle technische moeilijkheden die kunnen voortvloeien uit de toepassing van dit besluit worden aan het advies van de commissie voorgelegd.

**Art. 7.** De Minister kan, bij gemotiveerde beslissing, de erkenning, toegekend aan een organisme of laboratorium intrekken, na advies hieromtrent van de commissie :

1<sup>o</sup> indien het, na afloop van de termijn, vastgelegd door de bevoegde ambtenaar om zich te schikken naar de criteria, bedoeld in artikel 5 van dit besluit, nog steeds niet aan deze criteria voldoet;

2<sup>o</sup> indien het, in de hoedanigheid van erkend organisme of laboratorium, activiteiten uitoefent in een gebied waarvoor de erkenning niet werd toegekend.

De intrekking van de erkenning wordt door de Minister aan het erkende organisme of laboratorium betekend bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 8.** Elk beroep, in geval van een weigering of intrekking van een erkenning van een organisme of laboratorium, dient gemotiveerd te worden en bij ter post aangetekend schrijven ingediend bij de Minister, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing van weigering of intrekking.

Nadat hij in het bezit is gesteld van de resultaten van het hernieuwd onderzoek, dat werd ondernomen in uitvoering van artikel 3, §§ 2 en 3, beslist de Minister, na advies van de commissie, over het beroep, bedoeld in alinea 1 van dit artikel.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 1992.

M. WATHELET